

Les aventures du Paquebot Job

L'usine Job a marqué Toulouse de son empreinte. Emblème des Sept-Deniers, le bâtiment amiral reste aussi un symbole humain, artistique et intellectuel. Siège d'une aventure industrielle, il a incarné la grandeur et la décadence de la marque papetière.

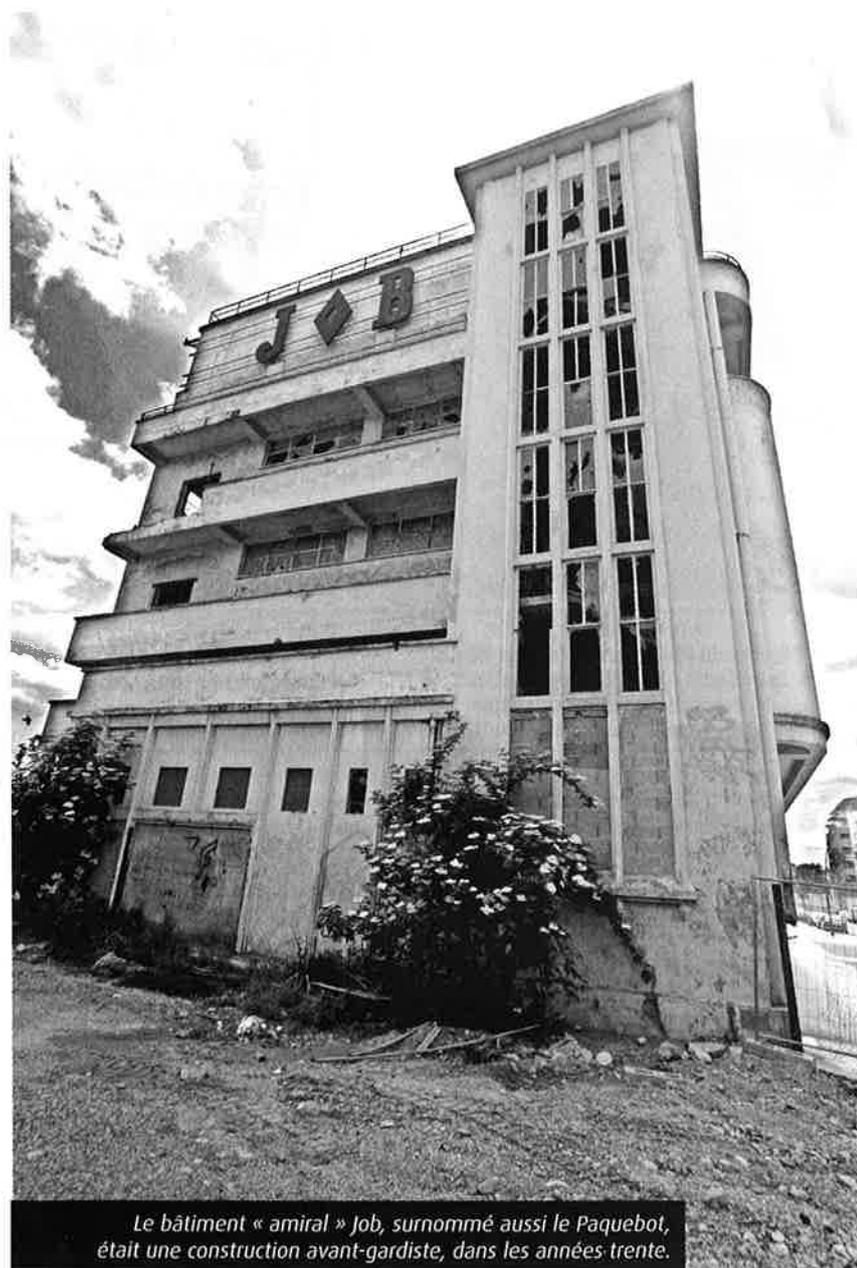
L'histoire de Job commence avec une bonne idée. Celle de Jean Bardou, boulanger perpignanais, qui crée un petit livret de feuilles de papier à rouler, en 1838. A l'époque, les fumeurs utilisent de larges feuilles en provenance d'Espagne. Son invention connaît rapidement le succès. Il signe ses livrets de ses initiales, entre lesquelles il place un losange. Peu à peu, les clients lisent JOB et créent ainsi le nom de la marque.

Un horizon radieux

En 1849, il s'associe avec Jacques-Zacharie Pauilhac, un représentant de commerce toulousain, qui assure la diffusion chez les débitants de tabac, par courrier de malle-poste, entre Toulouse et Perpignan. La même année, Jean Bardou dépose un brevet d'invention auprès du ministère de l'Agriculture et du Commerce.

A la mort des deux hommes, les deux branches se perpétuent avec les héritiers. Le fils Bardou, Pierre, donne à la marque toute son ampleur, notamment en commandant des publicités à des artistes en vogue (voir encadré). La marque se décline en affiches art déco, calendriers, cartes postales et autres accessoires.

A la fin du XIX^e siècle, le commerce du tabac est florissant. Le nombre de fabricants de papier a doublé. La Manufacture du Bazacle est la deuxième de France, avec 2 000 salariés, et approvisionne la région en cigarettes, cigares, poudre à priser et scaferlati... Le siège social de Job s'installe sur le boulevard de Strasbourg, en 1903. Plusieurs usines se créent à Perpignan,



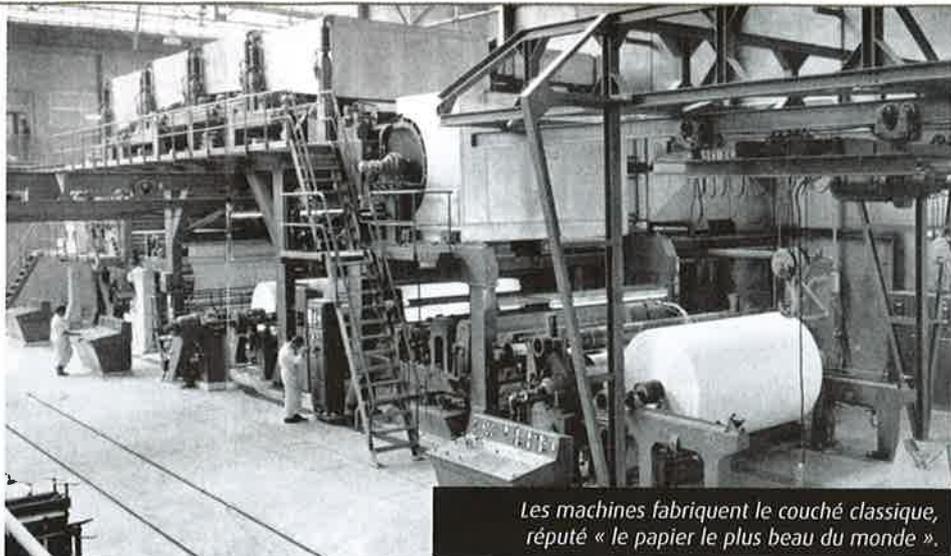
Le bâtiment « amiral » Job, surnommé aussi le Paquebot, était une construction avant-gardiste, dans les années trente.

près de Saint-Girons, dans l'Ariège, et à Toulouse. Rue Claire-Pauilhac, dans le quartier des Chalets, on produit aussi cahiers brochés, cartonnés, gommés et non gommés, expédiés dans toute la France. En parallèle à son extension, l'industrie du façonnage pratique l'exportation. Des filiales de cigarettes et de culture des tabacs sont fondées, à partir de 1907, en Indochine, au Sénégal, au Congo, à Madagascar... Job collectionne les médailles aux expositions industrielles en Europe, Afrique du Nord, sur le continent indien et aux Etats-Unis.

La naissance du Paquebot

Entre 1929 et 1931, les frères architectes Antoine et Pierre Thuriès dessinent l'usine des Sept-Deniers, unité de production complète située sur un vaste terrain de 4,7 hectares, entre la route de Blagnac et la Garonne. Le programme est ambitieux : 7 500 m², répartis sur deux niveaux. L'architecture en béton se veut résolument moderne. D'inspiration maritime, le bâtiment blanc reprend l'esprit des constructions de Robert Mallet-Stevens. Les lignes horizontales, soulignées par des balcons filants, se détachent sur l'enduit blanc, évoquant un immense navire. Il est à l'avant-garde, comme la célèbre maison-paquebot de Charles Trénet, sur les hauteurs d'Antibes.

Le bâtiment « amiral » demeure aujourd'hui un témoignage essentiel du patrimoine industriel des années trente, par la qualité de son architecture, son importance dans le contexte économique de la région et les souvenirs attachés à cette dynastie papetière. La famille



Les machines fabriquent le couché classique, réputé « le papier le plus beau du monde ».

© DR

Pauilhac possède alors de nombreux biens immobiliers : hôtels particuliers, usines, logements pour cadres et ouvriers, et vastes domaines à la campagne. A partir des années soixante, les ateliers des Sept Deniers se spécialisent dans l'imprimerie et la papeterie, avec notamment la fabrication du couché classique, haut-de-gamme, pour les ouvrages de luxe, et l'emballage des paquets bleus de Gauloise. Pour la petite histoire, le gastronome Jean-Pierre Coffe officie à cette période comme directeur commercial du site. Dès 1966, la marque Job est présente sur cinq continents et vend ses produits dans plus de 70 pays.

Tempêtes en série

C'est en 1986 que le destin de Job commence à basculer. L'usine cesse de fabriquer le papier bleu de Gauloise pour raisons financières. Le groupe Bolloré Technologies, qui détient déjà 11% du capital, prend

possession de la marque. Ce changement de propriétaire s'accompagne de la vente des biens immobiliers et du départ d'une centaine de salariés, sur un total de 400.

Le marché du couché classique est une niche, ballottée par les évolutions technologiques. En 1992, alors que le Néerlandais KNP s'empare de la moitié des parts, le montant des dettes est supérieur au capital social. Les conflits démarrent en 1995, lorsque Vincent Bolloré revend, pour un euro symbolique, la société à Gecco France, filiale d'une holding anglaise à qui il sera reproché de n'être qu'une « coquille vide ». A cette époque, 60% des papeteries françaises sont sous le contrôle des capitaux de multinationales étrangères.

Les démêlés judiciaires débutent simultanément pour plusieurs dirigeants. Le syndicat Filpac CGT les accuse d'avoir détourné des millions de francs. « L'injustice me frappa par-dessus-tout. Nous, ouvriers, nous donnions de la sueur et de l'intégrité que ces messieurs dilapidaient, sans aucun souci de notre avenir », témoigne un ouvrier*.

En septembre, l'usine est placée en cessation de paiement, mettant 300 emplois en péril. Les salariés organisent des opérations escargot, s'invitent au conseil municipal, balancent des rouleaux de papier dans le canal. Un feu de pneus est allumé sur la route de Blagnac, qui se retrouve tapissée de débris

de papiers. Le redressement judiciaire, prononcé par le tribunal de commerce, est confirmé en cour d'appel.

En décembre 1995, Gecco revend à son tour au groupe papetier allemand Scheufelen pour 10 millions de francs. Les premiers préavis de licenciement tombent. L'usine

est occupée, puis évacuée. La nouvelle entité ne conservera que 160 salariés, envoyant rouleaux et feuilles en Allemagne, pour y être transformés. L'association « Après Job » est créée pour œuvrer au reclassement des ouvriers licenciés.

La pub et l'art nouveau

Au début du XX^e siècle, marqué par la dynamique industrielle et la naissance de nombreux courants artistiques, l'art nouveau, en précurseur, place l'esthétique au cœur du quotidien des consommateurs.

Le fils de Jean Bardou, Pierre, donne une image avant-gardiste à la marque Job, grâce à des campagnes de pub « modern style », inspirée par les plus grands artistes de l'art nouveau. Entre 1895 et 1907, une vingtaine

d'affiches sont commandées, dont dix-huit représentent une femme fumant une cigarette... Elles sont composées par des affichistes renommés : Alphonse Mucha, Jane Atché, Firmin Bouisset, Leonetto Cappiello, Edgar Maxence, Jules Chéret, Paul-Jean Gervais, Daniel Hernandez, Manuel Orazi, Gaby Morlay ou Aldo Villa.





Les Jobs manifestent à grand renfort de papier, le 15 janvier 2001 à l'aéroport.

► Naufrage avec le capitaine Scheufelen

La trêve ne dure pas longtemps. L'année 2000 est marquée par une cessation de paiement. La direction pointe du doigt les pertes (de 7 à 13 millions de francs entre 1998 et 99), évoque le doublement du prix de la pâte à papier et la crise mondiale dans le secteur. Les salariés reprochent à Scheufelen d'être à la fois patron et client, de payer le papier en-dessous de sa valeur pour le revendre en prenant une marge. Durant l'été, les Jobs recouvrent de serpents les boulevards toulousains, de Jeanne-d'Arc à Saint-Etienne. Un nouveau redressement judiciaire est prononcé, décision suspendue après recours des salariés.

« Perdu pour perdu, si on fait rien, on a tout faux. Il fallait essayer, premièrement, de sauver l'usine et trouver un repreneur ; deuxièmement, d'avoir le meilleur plan social possible ; et troisièmement, de faire en sorte que les salariés licenciés puissent être reclassés. » Les ouvriers obtiennent un délai supplémentaire. Ils multiplient les tables-rondes, tentent de bloquer le Tour de France pour se faire entendre de Lionel Jospin et sont finalement



En septembre 1995, l'usine est placée en cessation de paiement.

reçus à Matignon. Ils séquestrent leur directeur puis l'accueillent avec une lance à incendie à la sortie du Palais de justice. Ils montent à Paris pour saupoudrer Bercy de papier et s'invitent à Cahors pour interpellier Jacques Chirac à un sommet européen. « Notre colère commençait à faire peur », se rappelle un ancien.

Mais la matière première vient à manquer, et les machines se retrouvent bloquées. Les salariés font appel à l'Etat pour trouver un repreneur. Le ministre de l'Economie, Laurent Fabius, leur apporte son

soutien. Sans suite. En février 2001, la liquidation est prononcée. L'usine ferme définitivement ses portes en avril. « J'avais l'impression que le mot d'ordre était : "Donnez-leur ce qu'ils veulent, mais qu'ils s'en aillent" », commente un ex-Job. Ils obtiennent un plan social, qui leur apporte certaines garanties de reconversion.

Les anciens employés se portent partie civile contre l'administrateur judiciaire Jean-Marcel Lavergne. Il sera condamné, sept ans plus tard, à quatre ans de prison ferme et reconnaitra avoir commis des détournements lors

de la liquidation. Cinq dirigeants de Gecco seront également reconnus coupables. « *Job aurait pu être sauvée si on n'était pas tombé sur cette succession de voyous économiques, qui ont frappé de plein fouet pour détruire cette entreprise* », plaide l'avocat de la CGT.

La remise à flots

Le site est bradé, ses biens pillés : les outils de travail sont vendus aux plus offrants. Les Jobs restent soudés, aux côtés des associations du quartier, pour demander le classement du bâtiment principal. En septembre 2003, dans le cadre des journées du patrimoine, une soirée projections, vidéo et DJ est organisée sur le site, et rassemble 1 500 personnes. Toute autre trace de l'usine est rasée. Les résidences de standing de l'Espace Garonne, aux balcons similaires à ceux du Paquebot, fleuriront à la place.

Après de longues discussions, l'édifice est racheté par la mairie en 2005. Les usagers sont impliqués dans le projet de réhabilitation. Un changement d'équipe municipale plus tard, la première pierre est posée le 28 juin 2009. Les anciens ont réussi leur pari de sauvegarder ce témoignage de l'histoire ouvrière, sociale et architecturale de la ville. A l'issue des travaux, à l'été 2011, Job accueillera une Maison des jeunes et de la culture, une Ecole des musiques vivantes, une piscine de 25 mètres, deux salles de concert, des locaux associatifs, une salle polyvalente et une cafétéria. De quoi ramener le Paquebot à la surface, avec une nouvelle vocation, celle des loisirs et de la culture. Un site propice aux rencontres et aux spectacles, à proximité du nouveau quartier des Ponts-Jumeaux, gigantesque programme dont les 1400 logements sortent de terre.

De l'édifice, il ne restera que l'antique tour art déco et la longue façade patrimoniale du côté droit. Quatre-vingts ans après sa construction, il fait l'objet d'un chantier de taille, dont le montant s'élève à 12 millions d'euros. Le cabinet toulousain Puig Pujol Architectures n'a pas d'autre choix que de détruire son ossature, autrefois étonnante, rongée depuis par les vapeurs d'acide. Le complexe sera organisé autour d'un patio central, sur cinq niveaux. Il suivra les dispositions environnementales : panneaux solaires et photovoltaïques, chaudière à condensation, etc. Sa nouvelle vie promet d'être plus zen...

Manon Haussy
manon.haussy@depechemag.com

Sources : « *Un Job pour la vie* », de Yannick Le Quentrec et Stéphanie Benson ; « *En quête de Job* », de Frédérique Martin ; <http://septdeniersweb.free.fr>.



Après 14 ans de lutte syndicale, la première pierre du projet de réhabilitation a été posée le 28 juin 2009.

[3 QUESTIONS À...]

Bernard Margras

Représentant syndical Filpac et vice-président de l'Association des amis de l'imprimerie et de Job

« Au lieu de s'éteindre, l'Histoire renaît »

Quel regard portez-vous sur l'épopée de Job ?

Elle a été très liée à l'environnement politique du pays. Durant les premières décennies, Job était dirigé par une forme de paternalisme charitable, qui exigeait beaucoup de travail tout en ayant des valeurs. Puis il y a eu Bolloré et sa vision capitaliste, et le début des délocalisations. Victimes d'escrocs, les ouvriers se sont approprié leur usine. Le syndicalisme a longtemps freiné un destin inéluctable. La bataille de Job est devenue celle de l'emploi. Sa vraie richesse, c'est d'avoir su se servir des symboles et d'avoir réussi à sauver la dignité des gens.

Vous vous êtes battu pour la sauvegarde du bâtiment amiral. Que représente-t-il à vos yeux ?

A l'époque où il a été construit, il était l'acte d'une bourgeoisie aisée, qui investissait dans le monde entier et se souciait de son image. En marge de nos luttes, nous avons décidé de sauvegarder le bâtiment car il est devenu un symbole. De notre histoire, bien sûr, mais au-delà, de l'industrie papetière, de la richesse de Job, du temps où les usines se situaient dans les villes, et de la lutte entre capitalisme et syndicalisme.

Que pensez-vous du projet de réhabilitation dont il fait l'objet ?

Le style paquebot est devenu identitaire des Sept-Deniers. Cela va lui permettre de redonner tout son sens au quartier. C'est un beau projet, respectueux de l'architecture et du passé, qui va faire sortir le bâtiment du néant. J'en suis fier, c'est un vrai bonheur. De plus, sa réhabilitation a fait l'objet d'une concertation citoyenne. Au lieu de s'éteindre, l'Histoire renaît : cela redonne confiance à tous les salariés en lutte.